

Olson
Otto
Ouellet
Penner
Perrault
Pilon
Pringle
Prud'homme
Ricard
Richardson
Ritchie
Roberts
Rock
Rondeau
Schumacher

Serré
Smith (Northumberland-
Miramichi)
Smith (Saint-Jean)
Stafford
Stanbury
Stewart (Okanagan-
Kootenay)
St. Pierre
Thomas (Maisonneuve)
Wahn
Whelan
Whiting
Woolliams—100.

de la constitution soient MM. Alexander, Allmand, Asselin, Baldwin, Breau, Brewin, Dinsdale, Fortin, Gibson, Hogarth, Hopkins, Lachance, Lewis, MacGuigan, Marceau, McQuaid, Osler, Ouellet, Roberts et Woolliams; et

Qu'un message soit transmis au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

C'est une équipe d'étoiles, monsieur l'Orateur.

M. Peters: Dieu protège la Constitution!
(La motion est adoptée.)

LA MOTION D'AJOURNEMENT

L'OFFICE NATIONAL DU FILM—LES REDEVANCES EXIGÉES POUR LA LOCATION DE FILMS

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, à la suite d'un entretien avec le ministre, j'ai consenti à remettre mon exposé.

PÊCHES ET FORÊTS—LE TRAITEMENT DES EMPLOYÉS EXCÉDENTAIRES—LES PROCÉDURES DE RÉVISION DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Le 20 février, monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Pêches et des Forêts (M. Davis), j'ai posé une question au premier ministre.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre. Pourrions-nous avoir un peu d'ordre à la Chambre, s'il vous plaît?

M. Orlikow: A propos du licenciement d'un grand nombre de scientifiques hautement qualifiés du ministère des Forêts et de leur impossibilité de trouver un autre emploi dans la fonction publique, j'ai demandé si le gouvernement envisageait, même à la onzième heure, d'observer les modalités proposées à tous les ministères par la Commission de la fonction publique et de formuler des procédures de révision capables de protéger les droits des employés. Le secrétaire parlementaire du ministre a répondu qu'il ne croyait pas cela nécessaire, parce qu'on estimait que le ministère avait formulé les méthodes de révision les plus détaillées et les plus efficaces, et que les employés avaient le droit d'en appeler des décisions relatives aux congédiements.

La situation est vraiment déplorable dans notre ministère des Pêches et des Forêts. J'avais pensé que le Scrooge n° 1 du gouvernement actuel était le président du Conseil du Trésor. Toutes les choses répréhensibles, je

• (10.00 p.m.)

[Français]

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): Je déclare l'amendement défait.

[Traduction]

L'hon. M. Macdonald: Monsieur l'Orateur, je me demande si la Chambre consentirait malgré l'heure, à faire subir maintenant la troisième lecture au bill?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): La Chambre doit maintenant se prononcer sur la motion principale. Plaît-il à la Chambre d'adopter ladite motion?

Une voix: Sur division.

(La motion est adoptée et le bill, lu pour la 3^e fois, est adopté.)

AFFAIRES COURANTES

LA CONSTITUTION

LA COMPOSITION DU COMITÉ SPÉCIAL

L'hon. M. Macdonald: Monsieur l'Orateur, certains pourparlers ont eu lieu concernant la nomination des membres du comité spécial de la constitution. La Chambre consentirait-elle à revenir à l'appel des motions pour que je présente la motion portant sur la composition du comité?

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): La Chambre consent-elle à revenir à l'appel des motions?

Des voix: D'accord.

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé) propose:

Que les membres de la Chambre des communes désignés au comité parlementaire spécial mixte [M. l'Orateur suppléant (M. Béchard).]